



Missions de la BnF, la CGT donne son avis

mercredi 6 mars 2019, par [Bariaud](#)

Dans un contexte d'austérité budgétaire, le rôle patrimonial, scientifique et culturel de la BnF doit être réaffirmé et défendu. Pour la CGT, ces missions doivent s'appuyer sur la richesse des collections de la bibliothèque et sur l'expertise de ses personnels.

Pour un accès élargi, une offre documentaire et un référencement de haut niveau

Les budgets des acquisitions courantes ont subi des diminutions sévères passant de 8 millions d'euros en 2011 à 5,6 millions en 2019, affaiblissant l'offre documentaire. Dans le même temps, les publications électroniques ont très nettement augmenté sans que des solutions satisfaisantes n'aient été trouvées pour les signaler et en permettre un accès pérenne aux lecteurs. Pour le signalement des documents (de plus en plus importants et variés), la bibliothèque qui est un modèle reconnu internationalement, doit préserver son haut niveau d'expertise avec des personnels en nombre suffisants et formés. Concernant l'accès aux collections, alors que la fréquentation a baissé de façon notable ces dernières années, la BnF doit s'inscrire totalement dans son décret fondateur en « assurant l'accès du plus grand nombre aux collections ».

La CGT-BnF continuera à agir pour :

- Renouer avec une politique documentaire adaptée à la fois aux besoins des étudiants et des chercheurs, et soucieuse de préserver un encyclopédisme répondant aux attentes de tous les publics
- La gratuité des cartes de lecteur
- L'augmentation et la sanctuarisation des budgets d'acquisition et de signalement des collections
- Pour les départements spécialisés, il est indispensable que l'ensemble des fonds soit mieux signalé dans les catalogues informatiques. Pour cela, il est nécessaire de renforcer les équipes.

Pour une politique de conservation ambitieuse et pérenne

Depuis 2009, le budget de la conservation, pourtant mission fondamentale de la BnF, subit des baisses drastiques (-50%). Dans les services, les moyens humains et matériels font trop souvent défaut. Tout aussi inquiétant, la baisse des effectifs du département de la Conservation (-10%) et des ateliers internes où le volume de documents traités se maintient difficilement. Sur le long terme, les conséquences sont dramatiques pour les collections, qui ne pourraient ni être communiquées aux lecteurs, ni même parfois, reproduites.

C'est pourquoi la CGT défend :

- Une politique de conservation ambitieuse, dans une logique de service public (réinternalisation des filières transférées au secteur privé) et de sauvegarde du patrimoine
- Une hausse des budgets, la création de postes dans la filière Métiers d'art et la défense des savoir-

faire

- Une meilleure articulation entre conservation et numérisation au service de la préservation des collections (la numérisation ne doit pas devenir le seul moyen de conserver les documents dégradés)
- Une réflexion sur la mise en valeur des sites et des missions de Bussy-Saint-Georges et Sablé-sur-Sarthe.

Pour une autre politique de numérisation et le renforcement de Gallica

Engagée en 2006, la numérisation de masse a permis que Gallica, la bibliothèque numérique de la BnF, devienne une des plus importantes bibliothèques numériques au monde, accessible à tous et gratuite. Ce résultat a été acquis grâce à d'importants moyens financiers concédés par le Centre National du Livre (CNL) à la BnF, et dans des conditions de travail souvent difficiles pour les personnels. De plus, depuis 7 ans, malgré l'opposition de la CGT, une partie de la numérisation des collections est affectée à une filiale privée, BnF-Partenariats, consultable hors Gallica selon des modalités d'accès payantes et financée pour une part avec de l'argent public (près de 14 millions depuis sa création en 2012). Or, il apparaît que le CNL n'est plus en mesure de subventionner la numérisation de la BnF (3 millions d'euros cette année, soit moitié moins que par le passé), à court terme le risque est que BnF-Partenariats numérise l'essentiel des collections publiques et les privatise pendant de nombreuses années.

Plus que jamais la CGT-BnF continuera à agir pour :

- Le renforcement de la subvention du CNL, ou à défaut, le versement d'une subvention compensatrice du ministère et s'oppose au désengagement de l'État
- Une politique de sélection de corpus documentaires réalisés par les personnels scientifiques en relation avec les attentes des usagers
- Le renforcement de Gallica par l'affectation des moyens que l'Etat attribue à la filiale privée BnF-Partenariats

Lire le [journal de la CGT BNF](#)